

VD_FINDINFO Pron-prés / 2011 / 24 vom 2. Mai 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-05-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Pron-pr_s__2011__24

FR: VD_FINDINFO Pron-prés / 2011 / 24 du 2 mai 2011

IT: VD_FINDINFO Pron-prés / 2011 / 24 del 2 maggio 2011

Regeste

DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ, ACTE DE RECOURS, DROIT TRANSITOIRE | 425
al. 1 CPP, 425 CPP, 431 al. 1 CPP, 431 CPP

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des poursuites et faillites 11.04.2011 Pron-prés / 2011 / 24

DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ, ACTE DE RECOURS, DROIT TRANSITOIRE | 425
al. 1 CPP, 425 CPP, 431 al. 1 CPP, 431 CPP

TRIBUNAL CANTONAL 65 PE09.016524-ADY/AFI/FDX LE PRESIDENT DE LA
COUR DE CASSATION PENALE

Arrêt du 2 mai 2011

_____ Du 11 avril 2011 _____ Présidence de _____ M. Creux
, président Greffière : _____ Mme Trachsel ***** Art. 425, 431 al. 1 CPP Vu le jugement
du 22 décembre 2010, par lequel le Tribunal correctionnel de l'arrondissement de La Broye
et du Nord vaudois a notamment dit qu'D. _____ était la débitrice de K. _____ des
montants de 5'340 fr. 65 au titre de dommages-intérêts, de 68'756 fr. 40 au titre de
dommages-intérêts (perte de soutien), de 40'000 fr. au titre de tort moral, avec intérêts à 5 %
l'an dès le 3 juillet 2009 (III), vu la déclaration de recours déposée le 23 décembre 2010 par
Me Véronique Fontana au nom de K. _____, vu le courrier du greffe du Tribunal
d'arrondissement de La Broye et du Nord vaudois du 13 janvier 2011, impartissant au
conseil de la recourante un délai de dix jours pour déposer un mémoire motivé, vu les
pièces du dossier ; attendu que le jugement attaqué a été adressé à son destinataire sous
l'empire de l'ancien Code de procédure pénale vaudois du 12 septembre 1967 (CPP-VD),
abrogé au 31 décembre 2010 par l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier suivant, du Code de
procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (CPP, RS 312.0 ; cf. art. 41 LVCPP [loi
vaudoise du 19 mai 2009 d'introduction du Code de procédure pénale suisse, RSV 312.01],
entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011), que la présente procédure a donc été entamée sous
l'empire de l'ancien droit, que les recours formés contre des décisions rendues avant l'entrée
en vigueur du CPP sont traités selon l'ancien droit et par les anciennes autorités (art. 453 al.
1 CPP ; Kuhn, Procédure ordinaire et droit transitoire : Les risques et les avantages de la
procédure pénale unifiée, in : Procédure pénale suisse – Approche théorique et mise en
œuvre cantonale, Neuchâtel 2010, ch. 108 p. 45), que cette interprétation est conforme à
l'art. 448 al. 2 CPP, qui prévoit que les actes de procédure ordonnés ou accomplis avant
l'entrée en vigueur du code fédéral conservent leur validité ; attendu que celui qui, comme
en l'espèce, se borne à déposer une déclaration de recours dépourvue de conclusions et non
motivée doit produire, conformément à l'art. 425 al. 1 CPP-VD, un mémoire motivé dans
les dix jours dès réception d'une copie du jugement attaqué, qu'en l'occurrence, la
mandataire de la recourante a reçu une copie complète du jugement entrepris le 17 janvier

2011, contenant l'avis précité, qu'elle n'a pas déposé de mémoire complémentaire dans le délai légal, que, partant, le recours est manifestement irrecevable et doit être écarté préjudiciellement (art. 431 al. 1 CPP), la Cour de cassation ne pouvant entrer en matière sur une déclaration de recours non motivée (Bovay/Dupuis/Monnier/Moreillon/Piguet, Procédure pénale vaudoise, Code annoté, 3^e éd., Bâle 2008, n. 10 ad art. 424 CPP-VD), qu'enfin, les frais de deuxième instance seront supportés par la recourante, conformément à l'art. 450 al. 1 CPP-VD. Par ces motifs, le Président de la Cour de cassation pénale, statuant à huis clos, p r o n o n c e : I. Le recours est écarté préjudiciellement. II. Les frais de deuxième instance, par 300 fr. (trois cents francs), sont mis à la charge de la recourante K._____. III. L'arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié à : ■ Me Véronique Fontana (pour K._____), ■ M. le Procureur général du canton de Vaud, et communiqué à : ■ Mme la Présidente du Tribunal de l'arrondissement de La Broye et du Nord vaudois, ■ M. le Juge d'instruction cantonal, par l'envoi de photocopies. Il prend date de ce jour. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.